

# Contre la loi Darmanin

**Cette société-là, on n'en veut pas !**

Gérald Darmanin l'a dit : sa loi immigration est « *la plus ferme avec les moyens les plus durs de ces trente dernières années* ». Et devant le Sénat il a fixé l'enjeu : il s'agit de savoir dans quelle société nous voulons vivre.

C'est effectivement l'enjeu. Voulons-nous vivre dans une société raciste, sécuritaire et antisociale ? Ou allons-nous nous battre pour défendre nos libertés, l'égalité et la solidarité ?

Car cette loi, avec ou sans les amendements du Sénat qui souhaite la durcir encore plus, ne se contente pas de vouloir rendre « la vie impossible » pour les immigré·e·s et les étrangères et étrangers, harcelé·e·s par la police, emprisonné·e·s, expulsé·e·s et constamment stigmatisé·e·s. Elle est justifiée à répétition par l'idée, fondamentalement raciste, que les immigré·e·s seraient potentiellement des dangers et des profiteurs et profiteuses du système de protection sociale.

Nous le répétons :

- Avec les Sans-Papiers et les mineurs non accompagnés : ce sont les politiques racistes et anti-migratoires qui nous mettent en danger, pas l'immigration.
- Avec les syndicats : ce sont les inégalités qui créent du dumping social, pas l'immigration.
- Avec les associations du droit au logement : ce sont les politiques publiques du logement cher qui alimentent la crise et multiplient le nombre de sans-abris, pas l'immigration.
- Avec toutes et tous les professionnels de la santé : c'est l'absence de soins qui favorisera les prochaines épidémies, pas l'immigration.
- Avec toutes les associations : ce sont toutes les attaques contre les libertés, dont la liberté de circuler, qui développent une société en tension, pas l'immigration.
- Avec tous les chercheurs et chercheuses : c'est la misère, l'atomisation et l'absence d'avenir qui créent la délinquance, pas l'immigration.

En cette **Journée internationale des migrant·e·s** nous manifestons notre volonté de ne pas laisser passer la loi Darmanin. A Nîmes, nous dénonçons plus particulièrement la situation faite aux mineur·e·s non accompagné·e·s (MNA) et aux jeunes majeur·e·s dans notre département.

Beaucoup trop de jeunes dorment dans la rue et ne sont pas scolarisé·e·s, contrairement à ce qu'exige la loi. L'absence de mise à l'abri, la non-reconnaissance de la minorité, les délais trop longs des décisions judiciaires aggravent les difficultés et témoignent d'une politique discriminatoire.

**Contre une société du racisme, des prisons, des barbelés et des centres de rétention  
Pour la régularisation des Sans-Papiers  
Pour une société de la liberté, l'égalité des droits, l'accès aux soins, la justice sociale,  
la fraternité et la solidarité  
Pour que les mineurs exilés aient un toit et aillent à l'école**

**LUNDI 18 DÉCEMBRE 2023 à 18 h 00**  
**Maison Carrée à Nîmes**

*Se munir d'une source lumineuse : lampe de poche, lampe frontale, mobile, etc.*

A l'appel de : Ados Sans Frontière Nîmes, AFPS, AIDES, Amnesty International Nîmes, APTI, Association Rebond, ATTAC Nîmes, Cévennes Terre d'Accueil, CIMADE Nîmes, CNT - Solidarité Ouvrière 30, CNT 30, Collectif d'accueil des migrants Vergèze Codognan, DAL 30, DEI 30, ENSEMBLE !, Europe Ecologie Les Verts, FSU 30, Gauche écosocialiste du Gard (GES 30), GDS - Gauche Démocratique & Sociale, Génération-s Gard, Intercollectif Sud Cévennes, JRS Welcome Gard, LFI, Ligue des Droits de l'Homme, Mouvement de la Paix, Nîmes révoltée, Organisation de Solidarité Trans Nîmes, Parti de Gauche, PCF, Réfugiés Bienvenue, RESF, Trampoline, UDIRS 30, UJFP, Union Syndicale SOLIDAIRES

Ne pas jeter sur la voie publique